

## JEAN-PIERRE CABESTAN

**V**oici un livre précieux mais aussi complexe. De fait, la réponse à la question posée dans son titre ne va pas de soi. La bonne nouvelle est que la démocratie est désormais bien acceptée en Asie orientale et l'on ne peut plus arguer aujourd'hui d'une quelconque allergie culturelle à ce concept et ce projet. La mauvaise nouvelle est que la culture politique qui sous-tend la démocratie y est encore fragile et surtout imprécise, permettant par exemple aux autorités chinoises, avec le soutien apparent de la majorité de leur population, de maintenir et consolider un système qui n'est « démocratique » que de nom. Ce volume est la première étude comparative de ce type sur l'Asie orientale. Celle-ci s'appuie sur des enquêtes d'opinion conduites entre juin 2001 et février 2003 dans six démocraties (Corée du Sud, Japon, Mongolie, Philippines, Taiwan et Thaïlande), une semi-démocratie (Hong Kong) et un pays autoritaire (Chine) de la région. Les mêmes questions ont été posées à d'importants échantillons représentatifs, y compris en Chine, à quelques exceptions près.

Les résultats de ces investigations sont impressionnants. L'ensemble des sociétés étudiées considère la démocratie de manière positive. Dans leur grande majorité, elles n'associent pas la démocratie au chaos, à la corruption, à la violence et à l'inefficacité ; en revanche, elles l'associent aux libertés et droits fondamentaux, aux élections libres et institutions représentatives ainsi qu'aux idées de justice sociale, de bonne gouvernance, de bien-être et de « gouvernement par le peuple et pour le peuple ». Il est intéressant de noter également que dans ces sociétés, la démocratie n'est en général pas liée à l'économie de marché ou la propriété privée, contrairement par exemple à l'Europe orientale post-1989 ; elle est plutôt comprise comme un mélange à la fois d'idées politiques libérales et populistes et de principes (vagues) de participation (p. 17-18).

Les enquêtes menées dépassent évidemment ces généralités et nuancent. Tout d'abord (sauf en Mongolie, 70 %) les quatre cinquièmes des personnes interrogées estiment qu'elles ne sont capables ni de comprendre ni de participer aux affaires politiques. Cependant, plus des deux tiers d'entre elles qualifient de dictatorial le régime précédant l'actuel (par exemple, Japon avant 1945, Chine avant 1979, autres pays avant leur démocratisation), sauf les Hongkongais qui, pour des raisons faciles à comprendre, voient dans l'évolution après 1997 une régression. Et logiquement, sauf à Hong Kong, les personnes interrogées considèrent comme « relativement ou très démocratique » le système politique présent, y compris les Chinois (84 %) dont l'optimisme découle du supplément de libertés et de l'amélioration du niveau de vie enregistrés après la mort de Mao Zedong. L'on doit ajouter que près de la moitié de ces derniers ne perçoit dans la situation actuelle qu'une « évolution modérée vers la démocratie » (cf. ci-après).

Plus important sans doute, en Asie orientale (sauf en Thaïlande), le soutien à la démocratie reste tributaire des performances politiques et économiques des gouvernements en place. Et ceci plus que non seulement en Europe du Sud (Espagne), qu'en Afrique sub-saharienne ou même qu'en Amérique latine. Néanmoins, plus des deux tiers des personnes interrogées rejettent tout retour à un régime autoritaire (homme fort, parti unique, dictature militaire et technocratie), y compris en Chine, bien que seules les deux dernières questions aient pu être posées (régime militaire et les « experts décident de tout »).

Une autre question essentielle est la relation entre la démocratie et l'État de droit. Dans les six démocraties et à Hong Kong, cette relation est en général étroite : très nombreux sont ceux qui pensent que leur gouvernement ne doit pas outrepasser la loi (Corée : 77 %, Hong Kong : 70 %, Taiwan : 58 % et Thaïlande 49 % où les tendances populistes sont plus manifestes — la question n'était pas posée en Chine). L'indépendance de la justice est en revanche un principe moins bien ancré : bien accepté en Corée (69 %), au Japon (62 %) et dans une moindre mesure à Taiwan (54 %), il n'est soutenu que par une minorité de Philippins (39 %), de Thaïlandais (40 %) et de Chinois (31 %). De même, souvent impopulaire en Asie orientale, le Parlement n'est clairement conçu comme un contre-pouvoir utile de l'exécutif que par les Sud-Coréens (54 %) et les Japonais (50 %). Seuls 47 % des Hongkongais et des Thaï-

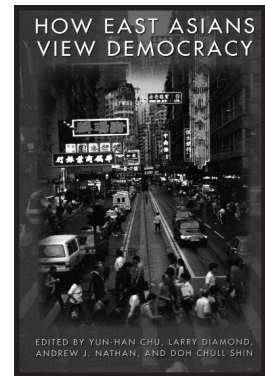
landais, 34 % des Chinois et 25 % des Taiwanais le pensent.

Enfin, concernant l'avenir, ces sociétés sont dans l'ensemble optimistes et réalistes : les Chinois, les Mongols et les Thaïlandais plus que les Sud-Coréens, les Taiwanais, les Hongkongais ou les Japonais. Mais ces tendances découlent de l'évaluation que ces sociétés établissent du régime actuel, de ses performances politiques et notamment de sa capacité à endiguer la corruption.

Au total, cet ouvrage montre combien les problèmes que connaissent les régimes politiques d'Asie orientale sont partagés par les autres régions du monde : les nouvelles démocraties en Europe de l'Est, en Amérique latine et en Afrique, mais aussi, dans une certaine mesure et pour des raisons différentes, la Russie et l'Inde.

L'on ne peut faire justice, dans cette courte recension, à la richesse des données rassemblées comme des conclusions proposées. L'on se doit toutefois d'avancer quelques réserves sur la méthode adoptée et certains de ses effets pervers. Tout d'abord, il s'agit d'une photographie, d'un arrêt sur image, de l'état de la culture politique de six sociétés asiatiques qui, certes sont tributaires du contexte global (troisième vague de démocratisation puis son reflux), mais en même temps évoluent en fonction de trajectoires nationales par définition spécifiques. L'assurance démocratique des Thaïlandais ou l'optimisme des Chinois ne peut qu'éveiller le doute chez le lecteur quant à l'impact de ces opinions sur les régimes étudiés. Comme l'admettent les auteurs, d'autres facteurs pèsent plus lourdement : là, le faible penchant des élites pour la démocratie, ici, un conditionnement politique réussi par le Parti communiste.

De même, si le moment choisi est forcément arbitraire, il influence largement les réponses recueillies. Ainsi, l'on peut s'interroger sur le degré de « nostalgie » des Taiwanais pour le régime autoritaire de la famille Chiang. Il est vrai qu'en 2001, la popularité de Chen était très basse (bien qu'elle ait connu une chute plus forte encore après sa réélection contestée en 2004). Cependant, écrire que « l'autoritarisme (y) reste un puissant concurrent potentiel de la démocratie » (p. 108) semble



**Yun-han Chu, Larry Diamond, Andrew J. Nathan, Doh Chul Shin (éd.), How East Asians View Democracy, New York, Columbia University Press, 2008, XV-309 p.**

exagéré : en effet ni la société taiwanaise, ni surtout ses élites n'envisage sérieusement une remise en cause du consensus démocratique, *a fortiori* en raison du défi que représente la montée en puissance d'une Chine continentale autoritaire.

Lorsque cela a été possible, plusieurs évolutions depuis le moment des enquêtes ont été présentées qui nuancent certains résultats apparemment incohérents. Mais l'on ne peut qu'encourager les auteurs à poser à nouveau les mêmes questions à intervalles réguliers. Ainsi, nous aurons une représentation plus dynamique et probablement plus exacte des perceptions comme des tendances étudiées.

Permettez-moi de terminer par une considération sur le cas chinois, déjà évoqué plus haut. L'on ne peut que saluer le travail de Tianjian Shi, à bien des égards une première. Mais il laisse perplexes et pessimistes tous ceux qui croient que les Chinois partagent les mêmes valeurs politiques non seulement que les Occidentaux mais que leurs plus proches voisins et « compatriotes ». On l'a vu, 84 % des quelque 3 183 personnes interrogées en Chine estiment que leur régime politique est déjà démocratique et 66 % pensent que cette démocratie va continuer de s'approfondir. En d'autres termes, le pouvoir a réussi à imposer sa propre définition de la démocratie ; les Chinois ont une presque totale confiance dans leurs institutions, en particulier centrales, que ce soit le gouvernement, l'Assemblée populaire nationale, le Parti communiste, l'armée et les médias (plus de 90 %). Et les institutions les moins populaires (encore 58 % et 62 % de confiance néanmoins) sont justement celles sur lesquelles les Américains et les Européens tablent — les entreprises privées et les organisations non gouvernementale — pour faire progresser l'idée démocratique en Chine (p. 229). La seule lumière d'optimisme provient de la relation étroite et positive établie par Shi entre, d'une part, le niveau d'éducation, l'âge et l'urbanisation et, d'autre part, l'augmentation de l'exigence démocratique. Mais encore faudra-t-il que l'idée démocratique telle qu'elle est comprise presque partout détrône la conception communiste-chinoise de cet idéal-type. Et ce ne sera pas une mince affaire, en dépit de l'Internet et du reste... Bref, un livre incontournable. •